



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 23 au 27 mars 2026

Faits saillants

- Japon : vers l'adoption d'un budget transitoire en réponse au blocage de la Chambre haute
- Japon : vers une hausse des salaires de +5,26 %
- 2^{ème} vague d'investissements aux États-Unis : *SoftBank* s'engage dans un vaste plan d'investissement de 500 Mds USD pour un *data center* dans l'Ohio
- Corée du Sud : l'économie sous pression face au choc énergétique

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 27/03	Var. vs. 19/03
USD/JPY	159,9	+0,4 %
USD/KRW	1 507	+0,4 %
Nikkei 225	53 373 pts	0 %
KOSPI	5 438 pts	- 5,6 %
JGB 10 ans	2,373 %	+10,9 pbs
KTB 10 ans	3,918 %	+22,4 pbs

Japon

Macroéconomie

Budget 2026-27 | Le gouvernement Takaichi se prépare à activer un budget provisoire afin d'éviter toute interruption des dépenses à l'ouverture de l'exercice fiscal 2026-27, le 1^{er} avril, dans l'hypothèse où la loi de finances n'aurait pas été définitivement adoptée d'ici au 31 mars. Ce dispositif de budget « transitoire », visant à couvrir les dépenses essentielles de l'État jusqu'au 11 avril, n'a plus été mobilisé depuis 2015. Si la Chambre des représentants (Chambre basse) – où la coalition gouvernementale dispose d'une majorité confortable – a adopté le 13 mars un budget record de 122 300 Mds JPY (environ 660 Mds EUR), la Chambre des conseillers (Chambre haute), où l'exécutif est en minorité, conserve un pouvoir de ralentissement significatif. Conformément à l'article 60 de la Constitution, la Chambre basse peut toutefois imposer sa décision après un délai de 30 jours en cas de désaccord persistant. L'adoption possible de ce budget transitoire s'inscrit dans une trajectoire budgétaire très contrainte avec un taux d'endettement de 207 % du PIB selon le FMI. Malgré ces difficultés, le gouvernement a décidé de renforcer son dispositif de soutien face au choc énergétique actuel en mobilisant environ 800 Mds JPY (4,3 Mds EUR) supplémentaires pour financer les subventions aux carburants. Ces mesures, financées via les fonds de réserve budgétaires, visent à contenir la hausse des prix à la pompe et atténuer l'impact inflationniste sur les ménages et les entreprises. Si elles contribuent à court terme à soutenir le pouvoir d'achat, elles accentuent en revanche les pressions structurelles sur les finances publiques, en retardant

l'ajustement budgétaire recommandé par les institutions internationales. Ces tensions se sont également reflétées sur les marchés obligataires : les rendements des obligations d'État à court terme ayant atteint cette semaine des niveaux inédits depuis les années 2000, avec des hausses de 4 pbs pour le rendement à 2 ans (1,34 %) et de +3 pbs pour celui à 5 ans (1,74 %), sur fond d'anticipations accrues de relèvement des taux à court terme par la Banque du Japon (BoJ).

Salaires | Les premiers résultats des négociations salariales de printemps (*Shuntō*) font état d'une hausse moyenne de +5,26 %, confirmant pour la 3^{ème} année consécutive une progression supérieure à 5 %. Cette forte dynamique, étroitement suivie par la BoJ, renforce la crédibilité de la mise en place d'une boucle prix-salaires durable, sous réserve de sa diffusion aux PME. Parallèlement, l'inflation core (hors produits frais) a ralenti à +1,6 % en glissement annuel (g.a.) en février, repassant sous la cible de 2 % fixée par la BoJ pour la première fois depuis près de 4 ans, sous l'effet notamment d'un reflux – temporaire – des prix de l'énergie. Ce repli devrait toutefois être remis en cause par la forte hausse des prix du pétrole, susceptible de raviver les pressions inflationnistes dans une économie fortement dépendante des importations énergétiques. Dans ce contexte, la BoJ continue de privilégier une lecture de l'inflation sous-jacente centrée sur les facteurs domestiques, au premier rang desquels les salaires. La vigueur des revalorisations salariales conforte ainsi la perspective d'une normalisation monétaire graduelle, potentiellement accélérée en cas de nouvelles pressions baissières sur le yen, malgré des incertitudes persistantes liées à l'énergie et à l'environnement international.

Secteur financier

Marché des changes | Le yen demeure sous tension sur le marché des changes, évoluant à des niveaux proches de 160 JPY pour 1 USD, malgré une appréciation technique ponctuelle en début de semaine autour de 158,5 JPY. Cette faiblesse persistante reflète avant tout la vigueur du dollar dans un environnement d'aversion accrue au risque, ainsi que le maintien d'un différentiel de taux d'intérêt significatif entre le Japon et les États-Unis, en lien avec la divergence des orientations monétaires entre la Banque du Japon et de la Réserve fédérale américaine. Dans ce contexte, les autorités japonaises ont intensifié ces derniers jours leurs signaux d'alerte. La Ministre des Finances, S. Katayama, a réaffirmé suivre « avec une grande attention » l'évolution du marché des changes, tout en soulignant sa « pleine préparation » à intervenir en cas de mouvements excessifs ou désordonnés. Au-delà des considérations de marché, la dépréciation du yen soulève d'importants enjeux macroéconomiques via le net renchérissement du coût des importations, en particulier énergétiques, contribuant à éroder le pouvoir d'achat des ménages et à alimenter l'inflation importée. Dans une économie structurellement dépendante des approvisionnements extérieurs en énergie, cet effet de transmission constitue un facteur de vigilance majeur pour les autorités. Dans ce contexte, le seuil de 160 JPY/1 USD apparaît comme un niveau de sensibilité accrue pour le Ministère des Finances, qui pourrait décider de déclencher une intervention sur le marché des changes, en coordination éventuelle avec ses partenaires internationaux, en premier lieu les États-Unis, conformément aux engagements du G7 en matière de stabilité financière.

Secteurs non financiers

IA | *Sakana AI*, start-up japonaise spécialisée dans l'intelligence artificielle (IA), a lancé cette semaine son premier *chatbot* grand public, « Sakana Chat », marquant une inflexion stratégique par rapport à son positionnement initial centré sur les solutions à destination des grandes entreprises. Jusqu'à présent, la licorne – soutenue notamment par *Google*, ainsi que par des institutions financières tels *Banco Santander* et *Citigroup* – privilégiait des applications professionnelles, en particulier dans le secteur financier. Avec ce lancement, l'entreprise

amorce un repositionnement vers des services grand public, dans un contexte de concurrence accrue autour de l'adaptation des modèles d'IA générative aux spécificités locales. Présenté le 24 mars, « Sakana Chat » repose sur le modèle « Namazu », conçu pour ajuster les grands modèles de langage aux particularités linguistiques, culturelles et sociales japonaises. Cette initiative s'inscrit dans une dynamique plus large portée par les autorités, qui encouragent le développement d'alternatives domestiques aux solutions étrangères. La finalité est double : mieux prendre en compte les enjeux de biais algorithmiques et de contextualisation culturelle, tout en garantissant une conformité renforcée aux cadres réglementaires nationaux. Selon l'entreprise, « Namazu » a été optimisé afin de fournir des réponses équilibrées et adaptées à un contexte global, sans biais en faveur d'un pays ou d'une organisation, tout en intégrant les spécificités du marché japonais.

Investissement de SoftBank aux États-Unis | Le PDG de *SoftBank*, Masayoshi Son, a annoncé en fin de semaine dernière la participation de son groupe à un vaste plan d'investissement de 500 Mds USD dans un centre de données dédié à l'IA dans l'État de l'Ohio, aux États-Unis, dont les travaux devraient débuter au cours de l'année. *Softbank* couvrira les coûts liés au développement des centres de données et à la construction du réseau électrique grâce à des emprunts, alors qu'en parallèle, 60 à 70 % de l'investissement total devrait être pris en charge par plusieurs grandes entreprises technologiques, futures utilisatrices de ce *data center*. Présenté comme l'un des plus importants projets jamais réalisés sur un site unique, ce centre sera alimenté par une centrale au gaz naturel construite sur place. Le projet, annoncé à l'occasion du déplacement de la Première ministre S. Takaichi à Washington, s'inscrit dans la mise en œuvre de l'accord bilatéral conclu entre le Japon et les États-Unis en juillet 2025.

Investissements Japon-États-Unis | Dans le cadre de l'accord commercial bilatéral Japon-États-Unis, prévoyant 550 Mds d'investissements japonais sur le sol américain, en contrepartie d'une réduction des droits de douane américains de 25 % à 15 %, une seconde vague d'investissements a été annoncée le 21 mars à l'occasion de la visite de la Première ministre S. Takaichi à Washington. Cette initiative prolonge une première tranche dévoilée en février 2026, d'un montant de 33 Mds USD, consacrée à des projets dans les secteurs pétrolier, gazier et minier. La nouvelle enveloppe, estimée à 73 Mds USD, vise à financer le développement de capacités de production d'électricité aux États-Unis à partir de gaz naturel et de nucléaire. Elle devrait notamment soutenir trois projets structurants : le déploiement de petits réacteurs modulaires (SMR) par *GE Vernova Hitachi* dans le Tennessee et en Alabama (3 GW, 40 Mds USD), ainsi que deux projets de centrales à gaz, en Pennsylvanie (4,3 GW, 17 Mds USD) et au Texas (5,2 GW, 16 Mds USD). Même si ces projets ne contribuent pas directement à la souveraineté énergétique du Japon, ils constituent des relais de croissance stratégiques pour cet industriel, en lui offrant un accès facilité au marché américain, tout en lui permettant de participer au développement de technologies nucléaires innovantes, notamment dans le domaine des petits réacteurs modulaires.

Minerais critiques Japon-États-Unis | Dans le cadre de la visite de la Première ministre S. Takaichi à Washington, les deux pays ont publié 20 mars un plan d'action conjoint visant à accélérer le développement de projets conjoints d'approvisionnement en minerais critiques. Ce plan prévoit notamment (i) la poursuite des réflexions sur l'instauration de prix planchers pour soutenir les projets miniers hors Chine ; (ii) l'identification de projets conjoints au Japon, aux États-Unis ou en pays tiers (extraction, raffinage de minerais critiques), pouvant bénéficier d'un accès prioritaire aux financements et d'un partage renforcé des données géologiques ; (iii) l'établissement de standards miniers et commerciaux ; (iv) le renforcement de la coopération technique et réglementaire ; ainsi que (v) la constitution de stocks stratégiques coordonnés. Ces mesures visent à appuyer les discussions engagées entre industriels

américains et japonais, certains projets figurant explicitement dans la liste des initiatives d'intérêt bilatéral publiée le 14 mars dernier (production et raffinage de nickel, terres rares, cuivre, gallium, etc.).

Conflit au Moyen-Orient | Alors que l'Iran a indiqué cette semaine être disposé à faciliter un passage sécurisé aux navires japonais dans le détroit d'Ormuz, en précisant que les restrictions viseraient uniquement les États considérés comme ennemis, les autorités japonaises n'ont pas réagi à ce stade. Elles privilégient la poursuite d'une stratégie fondée sur le recours aux réserves stratégiques nationales de pétrole brut, équivalentes à environ 254 jours de consommation. Parallèlement, elles encouragent le maintien d'une réponse coordonnée au niveau international, notamment à travers les mécanismes de gestion des stocks de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Cette position a été justifiée par la Première ministre S. Takaichi, qui a rappelé les incertitudes entourant la durée du conflit, faisant valoir le souhait de son pays de procéder à une libération coordonnée supplémentaire des stocks stratégiques des pays membres de l'AIE.

Corée du Sud

Macroéconomie

Conflit au Moyen-Orient | Dans un contexte d'incertitudes accrues liées aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient, l'indice de confiance des consommateurs coréens a nettement reculé en mars (-5 pts) marquant la plus forte baisse mensuelle depuis la crise politique de décembre 2024. L'indice boursier *KOSPI* a affiché toute la semaine une forte volatilité, tout en se contractant de -5 % sur les cinq derniers jours. Sur un mois, la contraction atteint -15 %. Dans ce contexte, le won reste faible, avec un taux situé autour de 1 500 KRW/1 USD, contre un niveau moyen de 1 422 KRW en moyenne en 2025. Face à ces tensions, le gouvernement a demandé à l'Assemblée nationale l'adoption rapide d'un budget supplémentaire de 16,5 Mds USD (25 000 Mds KRW) alimenté par des recettes fiscales excédentaires issues de l'impôt sur les sociétés (IS), mais aussi de l'imposition des revenus du travail et des plus-values mobilières (IR), en évitant de recourir à de nouvelles émissions de dette. Ce budget supplémentaire vise à atténuer l'impact de la hausse des prix et de la dépréciation du won, en particulier sur les ménages modestes (avec la possibilité de déployer un chèque unique d'environ 100 USD par personne). En Corée du Sud, les prix du pétrole restent encadrés par un mécanisme de plafonnement des prix de gros, relevé le 27 mars afin d'accompagner la hausse des cours internationaux. Enfin, le gouvernement a annoncé une baisse des taxes sur les carburants.

Secteur financier

Banque de Corée | Hyun-song SHIN, jusqu'alors directeur du département d'Économie de la Banque des règlements internationaux (BRI) a été nommé Gouverneur de la Banque de Corée (BoK), succédant à Chang-yong RHEE, dont la fin du mandat est prévue fin avril. Réputé pour être favorable à une politique monétaire restrictive, Hyun-song SHIN devrait toutefois adopter une approche pragmatique dans le contexte actuel, marqué par des risques baissiers élevés. La BoK, qui maintient son taux d'intérêt de référence à 2,5 % depuis mai 2025, a par ailleurs communiqué cette semaine sur la hausse des risques en matière de stabilité financière. Si le système demeure globalement résilient, elle souligne que les tensions au Moyen-Orient pourraient accroître la volatilité des marchés et provoquer des mouvements de capitaux,

tandis que des fragilités domestiques (conditions de financement, immobilier) persistent. Elle appelle à renforcer les dispositifs de prévention et se tient prête à intervenir si nécessaire.

Secteurs non-financiers

Énergie | Alors que 15 % des importations sud-coréennes en gaz naturel liquéfié et 70 % des achats de pétrole brut transitent par le détroit d'Ormuz, la crise au Moyen-Orient pèse de façon croissante sur l'approvisionnement énergétique de la Corée. Concernant le GNL, les autorités se montrent particulièrement inquiètes de la capacité de l'un de leurs principaux fournisseurs – le Qatar (25 % des importations en GNL) – à maintenir le niveau de ses livraisons alors que sa capacité d'exportation a été réduite de -17 % à la suite des frappes iraniennes à l'encontre de 2 des 14 trains de GNL du pays. En outre, la dépendance de la Corée du Sud aux gaz industriels importés de la région – tels l'hélium et le brome – affecte fortement l'industrie des semi-conducteurs, quand la pénurie de naphta (qui permet la production de plastique) pèse en parallèle sur de nombreuses industries. En plus des mesures d'approvisionnement d'urgence prévues par le gouvernement, dont 24 millions de barils importés des Émirats arabes unis d'ici la mi-avril, une stratégie de sobriété énergétique a été présentée cette semaine. Elle inclut (i) une utilisation accrue des centrales nucléaires via la reprise de plusieurs unités jusqu'alors en maintenance ; (ii) la levée du plafond d'utilisation des centrales à charbon (80 %), sous réserve d'une faible pollution de l'air ; (iii) la mise en place d'une interdiction de l'usage des véhicules thermiques du secteur public un jour par semaine (sur la base du dernier chiffre de la plaque d'immatriculation), avant une possible extension de la mesure au secteur privé ; (iv) l'adoption par les entreprises les plus énergivores de plans de sobriété ; et (v) la publication de mesures pouvant être prises par les particuliers pour réduire leur consommation énergétique. Les grands conglomérats coréens (*Samsung, SK, LG*) ont annoncé prendre part à ces mesures.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.